



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD DE BUENOS AIRES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

N° 14 – Avril 2021

En bref

Après trois mois consécutifs de croissance, la production manufacturière se retourne en février, affichant une baisse de 1,6 % sur un mois. Ce recul de l'activité en rythme mensuel intervient après un trou d'air en octobre et une chute exceptionnelle de la production enregistrée en mars et avril dernier. Pourtant, la reprise économique et le démarrage, même laborieux, de la campagne de vaccination, avec comme toile de fond l'été boréal et le climat apaisé sur le marché des changes, commencent seulement maintenant à influencer positivement le moral des ménages. Après trois mois de baisse consécutive, l'indice de confiance des consommateurs, mesuré dans l'enquête mensuelle de l'université Torcuato Di Tella, montre un regain par rapport à février (+1,1 %) pour s'établir à 38,2 points en mars. Il reste néanmoins inférieur à son niveau pré pandémie (-7,4 % sur un an). Si l'amélioration de la situation économique permet de restaurer la confiance, cette dernière est aussi un déterminant de la reprise. Or, l'évolution du sentiment des ménages est hétérogène. Par rapport à février, le ressenti des ménages s'améliore de manière globale sur la situation personnelle (+5,1 %, à 43,2 points) et la perception macroéconomique (+2,4 %, à 44,4 points) mais baisse sur la volonté d'investir dans des biens durables et immobiliers (-6,4 %, à 26,9 points). S'il semble opportun de dépenser dans des achats importants (+51,4 % sur un an), pour notamment se prémunir contre l'inflation, la montée de l'incertitude sanitaire pourrait se traduire par un report de la consommation non essentielle. De même, les ménages à faible revenu se montrent moins confiants (-4,5 %, à 34,8 points), conséquence de la précarité de leurs ressources. C'est également la perception d'une conjoncture pas entièrement restaurée. En écho à la montée des incertitudes (sanitaire, politique économique), les ménages se montrent à nouveau pessimistes sur les conditions actuelles (-1,8 %, à 28,8 points) mais restent relativement confiants sur le futur (47,5 points). Ainsi, pour les personnes interrogées par l'enquête, la situation personnelle devrait s'améliorer à l'horizon d'un an (53,8 points) alors que celle de l'Argentine serait meilleure dans seulement 3 ans (51,8 points, contre 37,0 points à 1 an).

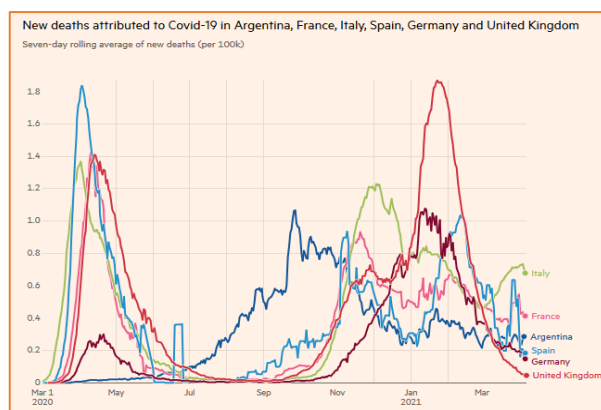
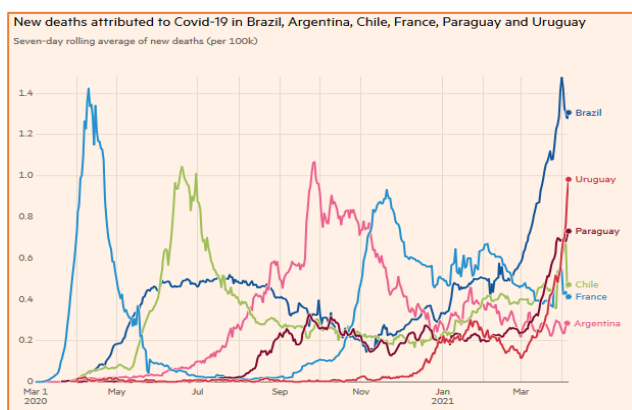
LE CHIFFRE À RETENIR

-1,6

Variation de l'activité
manufacturière en février

Zoom sur la situation sanitaire

Situation Covid-19 (moyenne mobile sur 7 jours des nouveaux décès, en valeur absolue et par million d'habitants)



Argentine

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 223,8

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 3,1

Deuxième vague. La dégradation des paramètres épidémiologiques débutée la semaine dernière s'est poursuivie. Le **taux d'incidence**, en hausse de 28,2 % à 223,8 sur les 7 derniers jours, a ainsi **quasiment doublé en deux semaines** (+96,8 %). Il dépasse de nouveau le seuil français d'alerte renforcée (150) dans 12 provinces sur 24, contre 3 il y a deux semaines. Si cette intensité de circulation virale n'avait plus été observée au niveau national depuis la 3^{ème} semaine d'octobre (soit lors du 1^{er} pic épidémiologique), la **dynamique est encore plus accusée dans la capitale** (taux d'incidence de 465 hier soir, en hausse de 129 % en deux semaines) **et dans la province de Buenos Aires**, la plus peuplée du pays (+107,7 % à 270), qui ont toutes deux battu cette semaine des « records » quotidiens de cas.

Cette hausse de la circulation virale est en outre constatée alors que le nombre de tests a diminué sur la semaine (-4,3 %, à 852 tests pour 100.000 hb). Il vient de là que le **taux de positivité** est de nouveau en augmentation à **26,2 %**, soit un niveau qui n'avait plus été observé depuis la mi-janvier.

Dans ce contexte, les autorités argentines ont **remis en place à compter de demain une série de restrictions**, valables dans les zones de forte circulation virale : (i) instauration d'un couvre-feu entre minuit et 6h ; (ii) fermeture des restaurants et des bars à 23h ; (iii) fermeture des casinos, salles de jeu et discothèques ; (iv) fixation d'une limite de 10 personnes pour les salles de sport ;



(v) limitation à 20 personnes des regroupements à l'air libre ; (vi) interdiction de recevoir à domicile ; (vii) suspension des voyages touristiques en groupe (y compris scolaires).

Le nombre de patients Covid+ en soins intensifs a progressé pour la 4^{ème} semaine consécutive (+1,9 % à 3.706), tandis que la **mortalité a poursuivi sa hausse**, à un rythme toutefois beaucoup plus modéré que dans d'autres pays de la région (+6,5 %, soit 975 décès). Avec 3,1 décès/jour/Mhb en moyenne mobile sur 7 jours (vs 2,9 semaine précédente), la **mortalité argentine demeure toujours**, comme désormais celle du Mexique (2,7 ↘), **sensiblement inférieure à ce stade à celle des principales économies du continent, mais également des autres pays du Cône sud** : 13 au Brésil (↗), 10,6 en Uruguay (↗), 7,7 au Paraguay (↗), 6,2 au Pérou (↗), 5 au Chili (↘), 3,8 en Colombie (↗).

Enfin, sur le front vaccinal, la **campagne de vaccination montre peu d'évolutions notables** (0,21 injection/jour pour 100 habitants vs 0,18 semaine précédente et 0,28 il y a trois semaines) alors qu'elle reste particulièrement dynamique en Uruguay (0,98) et au Chili (0,68). **L'Argentine se maintient légèrement au-dessus de la moyenne latino-américaine avec 8,56 % de la population vaccinée contre 7,88 %** (37,37 % au Chili, 22,19 % en Uruguay et 8,87 % au Brésil, mais 6,68 % au Mexique, 4,04 % en Colombie et 1,77 % au Pérou). Elle devrait toutefois pouvoir augmenter le rythme de la vaccination avec l'arrivée au cours des derniers jours d'un million de doses de Sinopharm et 497.245 de Sputnik V.

Chili

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 247,7
Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 5

Légère accalmie. Alors que le **paradoxe chilien perdure**, entre d'un côté une campagne de vaccination d'exception et, de l'autre côté, une situation épidémiologique critique, **le taux d'incidence se stabilise cette semaine à 247,7** (contre 249,2 la semaine précédente), tandis que **le taux de mortalité se réduit à 5** (contre 5,4 la semaine précédente). Bien qu'encourageante, il convient de signaler que cette stabilisation peut être la conséquence d'un effet statistique lié au vendredi saint (jour férié au Chili).

Le gouvernement chilien a par ailleurs imposé des mesures de quarantaine à 18 municipalités supplémentaires, afin de contenir la propagation du virus, dans un contexte de saturation croissante des lits de soin intensifs.

En ce qui concerne la campagne de vaccination, **l'institut de santé publique chilien (ISP) a autorisé l'utilisation d'urgence du vaccin à dose unique du laboratoire sino-canadien CanSino**. Cette approbation permettra d'acheminer, dans les prochains jours, 1,8 million de doses.



Paraguay

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 173,9

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 7,7

La surmortalité s'intensifie mais la situation épidémiologique semble se stabiliser. En une semaine, le taux d'incidence est passé de 193,4 à 173,9. Néanmoins, tout comme au Chili, il convient de nuancer cette évolution, qui pourrait s'expliquer par la baisse des tests durant le vendredi saint (jour férié). **En revanche, le nombre de décès monte à 7,7 par jour et par Mhb durant les 7 derniers jours** (contre 6,7 la semaine précédente). Le Paraguay enregistre par ailleurs un nouveau record de décès le lundi 5 avril, avec 64 morts en une journée, dépassant le maximum de 60 décès en une seule journée enregistré le 28 mars.

Dans ce contexte, le président Mario Abdo Benitez a établi de **nouvelles restrictions sanitaires** (décret N° 5071), qui seront en vigueur du 5 au 12 avril sur l'ensemble du territoire. Elles incluent notamment le couvre-feu entre minuit et 5 h du matin, la limitation des réunions privées à 12 personnes ainsi que l'instauration d'un protocole strict dans les bars et restaurants (un maximum de 4 personnes par table, distance minimale entre chaque table, fermeture des établissements à minuit). Seront aussi concernés les institutions éducatives et les événements sociaux (maximum de 100 personnes, tables limitées à 6 personnes).

En parallèle, **la campagne de vaccination se poursuit à un rythme très lent**, mais devrait s'accélérer avec le déblocage de 100.000 doses du vaccin indien Covaxins, immobilisées dans l'attente d'une certification. Ces dernières seront d'abord utilisées pour vacciner le personnel soignant et les personnes âgées.

Uruguay

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 616,5

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 10,6

Détérioration nette et inquiétante. La situation épidémiologique déjà critique ces dernières semaines continue de se dégrader cette semaine. **Le taux d'incidence atteint 616,5** (contre 510 la semaine précédente et 364,5 la semaine antérieure), dépassant de loin ceux enregistrés dans la région. Depuis dimanche 4 avril, **l'Uruguay occupe la 1^{ère} place mondiale en termes de nouveaux cas par Mhb sur les 7 derniers jours**. Le taux de mortalité a presque doublé au cours de la semaine dépassant désormais les 10 morts /jour/Mhb, un triste record pour le pays et la région (Brésil excepté).

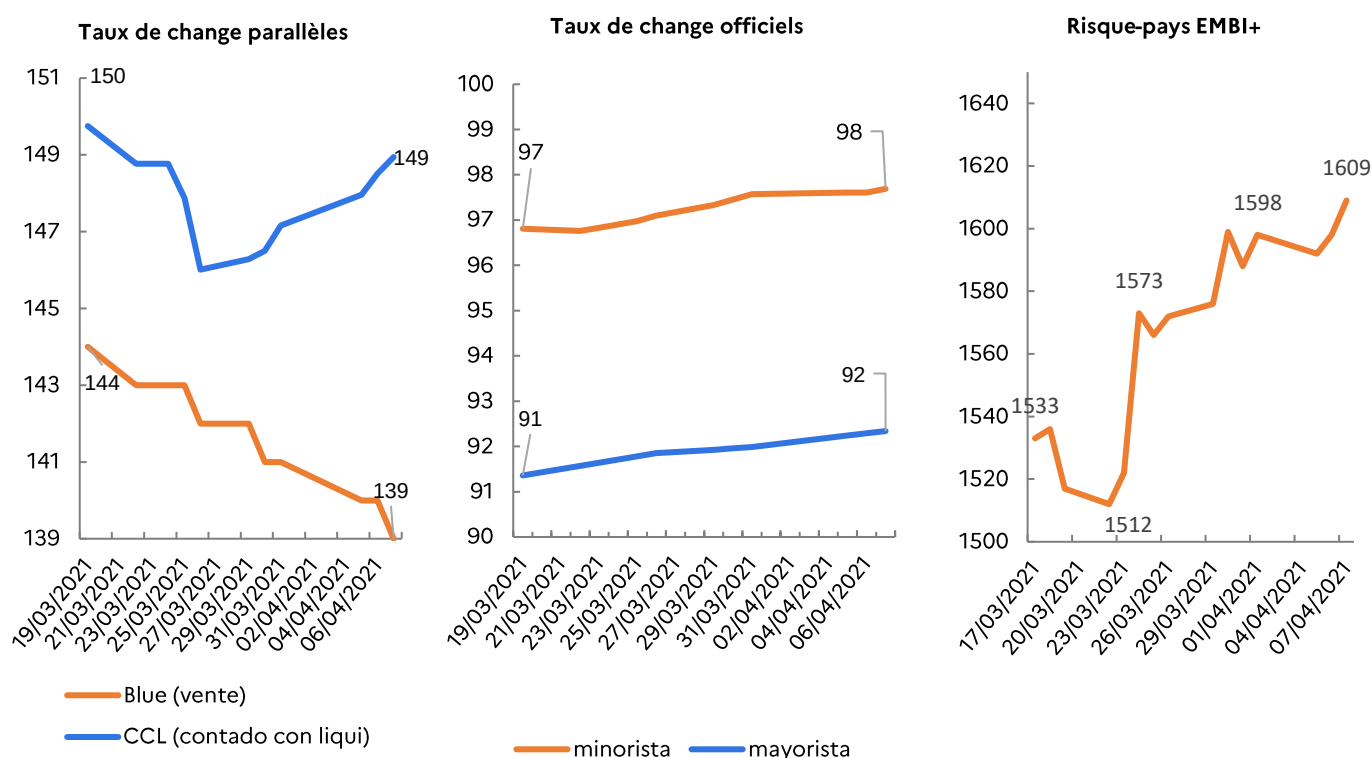
Face à la poursuite de la crise sanitaire, le président Luis Alberto Lacalle Pou a étendu jusqu'à fin avril les restrictions mises en place à partir du 23 mars qui visent à contenir la propagation du



virus. Ces dernières incluent notamment la fermeture des bureaux administratifs publics, la suspension des spectacles, la fermeture des clubs sportifs ainsi que l'interdiction des fêtes et événements sociaux. De plus, les établissements scolaires continueront de fonctionner de manière virtuelle jusqu'au 3 mai.

En parallèle, **l'Uruguay continue de s'illustrer pour la rapidité de sa campagne de vaccination**, seulement devancé dans la région par le Chili (cf. supra).

Graphiques de la semaine



REGION

La trajectoire de la pandémie entraîne des dynamiques économiques divergentes dans les pays du cône sud

A l'occasion de la session du printemps du comité monétaire et financier du FMI, la nouvelle édition des perspectives économiques confirme une amélioration de la trajectoire économique pour l'Argentine et le Chili, alors que l'Uruguay et, dans une moindre mesure le Paraguay, pourraient voir leur performance se réduire.

Ainsi, le PIB argentin a-t-il reculé de 9,9 %, enregistrant la plus forte récession dans la région après le Venezuela (-30 %), le Suriname (-13,4 %) et le Pérou (-11,1 %). La croissance atteindrait 5,8 % en 2021, soit un rythme proche des anticipations du marché (6-7 %) et des projections gouvernementales (+7 %). L'ampleur de la reprise reste néanmoins soumise à la politique sanitaire face à la recrudescence des contaminations et la vitalité de l'activité, en particulier manufacturière.

Au Chili, les services anticipent une croissance de 6,2 % en 2021 après la récession de 2020 (-5,8 %). L'économie

chilienne serait ainsi la plus dynamique du cône sud.

En revanche, après une récession de 5,7% en 2020, la dégradation actuelle de la situation sanitaire pèserait sur l'économie uruguayenne en 2021 (-3,1%). Pour les mêmes raisons, auxquelles s'ajoute la quasi-absence en l'état de vaccination contre le Covid-19, la reprise pourrait être limitée au Paraguay (+4,0 % en 2021), alors que le pays avait fait preuve d'une bonne résilience face à la pandémie (-0,9 %).

ARGENTINE

Le contrôle des changes est légèrement assoupli pour les nouveaux investissements

Dans le cadre de la stratégie gouvernementale visant à promouvoir les investissements favorables aux exportations, le décret (234/2021) publié le 6 avril prévoit que pour tout investissement entrant supérieur à 100 MUSD (qu'il s'agisse d'un nouveau projet ou d'une augmentation de capacité d'un projet existant), l'investisseur pourra librement disposer de 20 % des recettes d'exportations dans la limite des 25 % du montant investi. Cette facilité sera bloquée durant la première année suivant l'entrée des capitaux en Argentine, *via* le marché cambiaire. Le décret prévoit la liste limitative des secteurs concernés : hydrocarbures, mines, industrie manufacturière et agro-alimentaire, exploitation forestière.

Si ce nouveau cadre réglementaire est plus favorable que celui actuellement en vigueur, qui interdit *de facto* les paiements intra-groupe, il pourrait néanmoins être insuffisant pour convaincre les investisseurs alors que la concurrence pour attirer les capitaux s'exacerbe entre les pays soucieux de

relancer leur économie fragilisée par la crise du covid. Ainsi, face à la proposition argentine, les investisseurs auront le choix entre les assouplissements du cadre réglementaire et fiscal (Uruguay), les effets d'aubaines engendrés par les programmes d'investissements publics massifs (Etats-Unis, Europe) ou encore les marchés intérieurs dynamiques (Asie).

Les perspectives économiques s'améliorent en 2021

Après une légère tendance haussière suite à la reprise des activités, les chiffres de la construction et de l'activité manufacturière confirment la fragilité du cycle économique actuel. En variation mensuelle désaisonnalisée, la construction recule de 3,9 % en février, après 5 mois de croissance forte. Elle affiche toutefois un rebond mécanique très marqué en rythme annuel (+22,7 %), conséquence de la forte chute enregistrée un an plus tôt (-22,1 % sur un an). De son côté, la production manufacturière se contracte de 1,6 %, après trois mois consécutifs de croissance molle. Sur un an, la production manufacturière augmente de seulement 1,6 %, alors qu'elle reculait de 0,8 % un an plus tôt.

Pourtant, l'élan permis par la réouverture des activités qui, à ce stade, n'a pas été contrecarré par des mesures sanitaires restrictives, a entraîné une révision à la hausse des prévisions du FMI. Dans les perspectives économiques d'avril, le Fonds prévoit une croissance de 5,8 % en 2021, proche des projections gouvernementales (+7 %), contre +4,5 % anticipés dans l'édition de janvier. Mais l'horizon s'obscurcit à plus long terme. Face aux incertitudes (*infra*), la prévision pour 2022 est abaissée de 0,2 point de pourcentage, à +2,5 %.

En dépit de ces meilleures prévisions, qui restent conditionnées à l'évolution des restrictions sanitaires, l'agence de notation Moody's souligne la persistance du risque de

défaut en raison des fragilités structurelles de l'Argentine. Ce risque pourrait s'exacerber en absence d'un accord avec le FMI visant à lever durablement les freins à la croissance.

d'achat en termes réels de 7,3 % durant l'année.

CHILI

La baisse des disparités de revenu ne s'accompagne pas d'une amélioration de la situation des ménages les plus défavorisés

Selon les données publiées par l'INDEC, les disparités de revenu se réduisent légèrement depuis le déclenchement de la crise sanitaire en mars dernier. Après avoir enregistré un pic à 0,451 au 2^{ème} trimestre, l'indice de Gini redescend à 0,443 au 3^{ème} trimestre puis 0,435 en fin d'année.

Bien que positif, ce faible recul s'explique surtout par un appauvrissement des ménages les plus aisés et impacte peu la répartition des revenus. Au 4^{ème} trimestre, le dernier décile, c'est-à-dire les ménages les plus fortunés (revenu moyen individuel¹ autour de 1.100 USD au taux officiel), détenait 30,8 % des richesses, contre 31,0 % à la même période en 2019. En revanche, le pourcentage de richesses détenu par le premier décile (10 % des ménages les plus pauvres) reste inchangé à 1,3 %.

En terme nominal, le revenu moyen (population urbaine disposant de ressources) augmente de 26,1 % sur un an pour s'établir à près de 33.310 ARS/mois, soit environ 340 USD. Le revenu dans le secteur informel progresse de 23,2 % alors que celui des salariés augmente de 18,2 %. Sur la période, la hausse du revenu moyen est nettement inférieure à l'inflation (36,1 % en 2020) ce qui entraîne une perte du pouvoir

Le taux de chômage demeure élevé

Selon l'institut des statistiques (INE), le taux de chômage s'établit à 10,3 % sur le trimestre décembre-février (938.000 personnes sans emploi) et la population active occupée (8,2 millions de personnes) diminue de 10 % sur un an.

Depuis le pic de la crise (taux de chômage de 13,1 % sur le trimestre mai-juillet 2020, représentant une perte de 1,8 million d'emplois), près de 1,1 million de personnes ont trouvé un emploi, dont 46 % dans le secteur formel.

Le renforcement des mesures sanitaires en mars, et surtout avril, impliquant notamment la fermeture des commerces non essentiels, devraient provoquer de nouvelles pertes d'emplois, en particulier dans le secteur informel.

La Banque centrale revoit à la hausse les perspectives de croissance

L'économie chilienne s'est contractée de 2,2 % en février, sur 1 an, selon la Banque centrale, mais enregistre une croissance de 0,9 % par rapport à janvier et de 2,5 % comparé à décembre. L'activité industrielle et les services restent les plus touchés sur 1 an (respectivement -2,8 % et -5,2 %, mais +1,8 % et +1,5 % comparé à janvier), tandis que le commerce augmente de 8 % sur cette même période (-0,4 % par rapport à janvier). Dans le rapport de politique monétaire

¹ Cet indicateur ne prend en compte que les particuliers ayant un revenu, contrairement au revenu médian par membre composant un même ménage.

(IpOM) présenté le 1^{er} avril, l'autorité bancaire a revu à la hausse les perspectives de croissance pour le Chili en 2021, oscillant entre 6 % et 7 % (contre 5,5 à 6,5 % à fin décembre). Le FMI et la Banque mondiale ont également rehaussé leurs estimations et prévoient respectivement une croissance de 6,2 % (contre 6 % auparavant) et 5,5 % (contre 4,2 % initialement envisagés).

PARAGUAY

Le gouvernement dresse le bilan des mesures prises pour lutter contre les effets de la pandémie

Ce lundi 5 avril, le gouvernement a dressé le bilan des mesures de soutien prises pour réduire les effets de la crise sanitaire, indiquant un soutien global à l'économie de 1,6 Md USD.

Dans cet apport financier, 1,3 Md USD sont consacrés aux investissements publics et 327,6 MUSD aux programmes sociaux (dont 175 MUSD pour le mécanisme Pytyvõ 2.0).

L'Etat paraguayen s'est par ailleurs financé sur les marchés internationaux à hauteur de 120 MUSD et espère obtenir des fonds additionnels de la Banque nationale de développement (361 MUSD) et de l'agence financière du développement (200 MUSD).

URUGUAY

Les tensions inflationnistes s'amenuisent légèrement au 1^{er} trimestre 2021

Selon les données officielles, l'indice des prix à la consommation augmente de 0,62 % sur un mois en mars, signe d'une relative stabilité des prix à la fin du 1^{er} trimestre. Cumulée depuis janvier, l'inflation s'établit à 3,07 %, contre 4,1 % sur la même période en 2020. En

rythme annuel, la hausse générale des prix est de 8,3 % (+9,2 % en mars 2020).

Le ralentissement de l'inflation pourrait s'expliquer par les nouvelles restrictions sanitaires qui contraignent la demande. En effet, en variation mensuelle, les vêtements (+0,64 %), le transport (+1,09 %), les services culturels (+1,13 %) et l'électroménager (+1,16 %) enregistrent les plus faibles progressions, alors que l'éducation (+1,28 %) est légèrement plus dynamique. En termes d'incidence, les aliments et boissons non alcooliques (+0,54 %) sont les premiers contributeurs à la hausse des prix.

Sur l'ensemble de l'année, le marché anticipe une inflation de 7,2 % en 2021, soit un niveau très légèrement au-dessus de la fourchette d'inflation ciblée par la Banque centrale (entre 3 % et 7 %). Pour le FMI, l'inflation pourrait atteindre 8,3 % en 2021 et 7,4 % en 2022.

L'entreprise nationale Antel annonce des facilités dans l'accès aux services téléphoniques et internet afin de soutenir les activités professionnelles et éducatives à distance

L'entreprise publique de télécommunications Antel a annoncé la mise en place, à partir du 5 avril, d'une série de facilités visant à accroître l'accès à internet pour les usagers.

Parmi les mesures phares, figurent l'octroi de 10 Gbits additionnels au forfait déjà souscrit, pour l'ensemble des usagers (environ 3 millions d'utilisateurs, tous contrats confondus) et jusqu'à 50 Gbits pour les familles, les retraités ainsi que les petites et moyennes entreprises (250.000 clients).

De la même manière, l'entreprise proposera des recharges mobiles et internet à des prix réduits, afin de rendre plus accessibles l'accès aux services téléphoniques et à internet. Ces dispositions soutiendront



notamment les activités professionnelles et éducatives à distance. Selon la direction d'Antel, l'ensemble des mesures adoptées depuis le début de la pandémie et visant à améliorer l'accès aux moyens de communications se chiffrerait à 17 MUSD.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Laurent Charpin, Service économique régional de
Buenos Aires, Ambassade de France en Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago. Avec le concours des
ambassades de France au Paraguay et en Uruguay

Pour s'abonner :
Compte Twitter :

julie.veguer@dgtresor.gouv.fr
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)